

Service Prévention des Risques Anthropiques

Metz, le 05/06/2025

POLYGONE – Bâtiment A  
5 rue Hinzelin – CS 50551  
57009 Metz Cedex  
Tél : 03 87 62 81 00  
[www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr](http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOVACOGE - NOVACARB**

La Madeleine  
34 rue Gilbert Bize  
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : SPRA-PRA-25-R-139  
Code AIOT : 0006200297

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2025 dans l'établissement NOVACOGE - NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le gaz naturel est un gaz inflammable utilisé dans l'industrie comme matière première, pour la chimie, mais aussi comme vecteur énergétique notamment pour la production de chaleur. Suite à plusieurs retours d'expériences importants relatifs à la mise en œuvre de cette utilité, l'Inspection de l'environnement réalise une action au niveau de la région Grand Est auprès des exploitants ICPE connectés au réseau de transport de gaz naturel. L'objet de cette action est de s'assurer que le retour d'expérience en termes d'incidents et d'accidents de ces dernières années relatif à

l'utilisation du gaz naturel et à l'exploitation d'équipement permettant son transfert a bien été pris en compte par les différents acteurs de la filière (transporteur, utilisateurs industriels, etc.).

Le référentiel de contrôle de la présente visite est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVACOG - NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0006200297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVACARB SAS est autorisée à exploiter sur le site de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY une centrale de cogénération au gaz naturel réglementé par l'arrêté préfectoral 1998-425 du 23 novembre 1998 modifié. À ce titre, elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale,

d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois
4	Contenu de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	Demande d'action corrective	7 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Sans objet
5	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi en service au titre de la réglementation équipement sous pression de la tuyauterie d'alimentation de la centrale de cogénération au gaz NOVACOGÉ, exploitée par la société NOVACARB SAS située sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (54410).

Aussi, au regard des constats formulés par l'Inspection lors de la visite, plusieurs non-conformités ont été constatées. En conséquence, des demandes d'actions correctives et de justificatifs ont été formulées au sein du présent rapport.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  Vu la liste des équipements sous pression qui prévoient les éléments demandés. Celle-ci a été corrigée à la demande de l'Inspection suite à des erreurs de pression de service et de diamètre nominal sur les tuyauteries de gaz naturel.  La tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar alimentant les installations de l'établissement depuis le poste de livraison est bien identifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dossier d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li> </ul> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements : [...]</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate la présence du dossier d'exploitation demandé pour la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar. Sa vérification par sondage soulève néanmoins les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le registre de la tuyauterie est un registre commun à l'ensemble des tuyauteries de l'établissement. Or celui-ci ne mentionne pas la tuyauterie susmentionnée et ne précise pas son accessoire de sécurité,</li> <li>• le registre ne mentionne que les inspections et requalification périodiques. Il ne mentionne pas les autres vérifications prévue au titre du programme de contrôle (protection cathodique, inspection visuelle annuelle, etc.),</li> <li>• l'identification de l'accessoire de sécurité dans le registre ne permet pas de connaître ses caractéristiques (pression d'ouverture, débit, etc.),</li> <li>• les parties relatives à la pression de service et aux dimensions principales de la tuyauterie</li> </ul>

<p>au sein du registre ne sont pas complétées,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état descriptif précise que l'équipement n'a pas d'accessoire de sécurité et que celui-ci est alimenté par le réseau GRDF d'une pression de service de 45 bar. Ce point n'est pas cohérent avec le tarage de la soupape du poste de livraison de gaz qui était à 52 bar avant le 6 mars 2025 et de 51 bar depuis. A noter par ailleurs, que le poste n'est pas un poste GRDF mais NATRAN (ex Grt gaz),</li> <li>• l'épaisseur de calcul mentionnée au sein du programme de contrôle référencé PC-TUY-GN-Novacogé-1 DN150 Rév 1 n'est pas cohérente avec le résultat de la note de calcul de la tuyauterie.</li> </ul> <p>A noter que suite à un changement d'exploitant de la tuyauterie, la société NOVACARB ne dispose pas des informations concernant la nuance d'acier exacte de la tuyauterie de gaz naturel. Aussi, dans le cadre de travaux prévus cet été, l'exploitant s'est engagé à réaliser des contrôles destructifs sur une manchette qui sera prélevée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra prendre en compte les observation formulées par l'Inspection sous un mois. Concernant l'engagement de l'exploitant à compléter l'état descriptif de la tuyauterie sur la base d'un contrôle destructif, l'Inspection prend note de celui-ci qui devra être réalisé sous 6 mois. Il conviendra néanmoins que les résultats de ce test soient utilisés avec prudence par l'exploitant, notamment en ce qui concerne son extrapolation à d'autres parties de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 3 : Inspection périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le compte-rendu d'inspection périodique réalisé par l'APAVE n° A4-2064516-01-1-CRI du 22 janvier 2020. Sans observation concernant la périodicité de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Contenu de l'inspection périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression</p>

<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection périodique est conduite en tenant compte : - de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ; [...]
<b>Constats :</b>  La tuyauterie d'alimentation en gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar est une tuyauterie enterrée faisant l'objet d'une protection cathodique. Le programme de contrôle de l'exploitant référencé PC-TUY-GN-Novacogé-1 DN150 Rév 1 prévoit une vérification visuelle de l'état des émergences de sol ainsi qu'un contrôle de l'efficacité de la protection cathodique selon une périodicité annuelle. L'Inspection constate néanmoins que le programme de contrôle de la tuyauterie ne prévoit pas de contrôles concernant le risque de dégradation du revêtement de sa partie enterrée suite à son vieillissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
<b>Constats :</b>  Vu le compte-rendu de requalification périodique réalisé par l'APAVE n° 552131 du 7 mars 2025. Sans observation concernant la périodicité de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...]

<p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que la tuyauterie ne dispose pas d'un accessoire de sécurité en propre. L'exploitant s'est engagé à mettre en place un accessoire de sécurité pour le 31 août 2025 au plus tard.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs permettant de démontrer la mise en œuvre de ses engagements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Etat des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a réalisé un contrôle par sondage de l'état visuel des équipements suivants le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>tuyauterie de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar exploitée par NOVACARB au sein du poste GRTgaz,</li> <li>poste de détente 51 bar/4 bar de la société NOVACARB,</li> <li>tuyauterie de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar reliant les deux équipements susmentionnés en enterrée (contrôle de l'environnement à proximité).</li> </ul> <p>Ce contrôle n'appelle pas d'observation.</p> <p>Concernant la protection cathodique des tuyauteries, l'Inspection a consulté le rapport RP 2412-236 NOVACARB gaz 2024 du 9 janvier 2025 réalisé par la société CJP Expertise dans le cadre de la requalification périodique de l'équipement. Ce rapport fait mention de potentiels non conformes aux exigences de la norme ISO 15589-1 le jour du contrôle par le prestataire. Dans ce cadre, celui-ci a procédé à une recherche de défaut sur les quatre tuyauteries enterrées de l'exploitant, et a détecté une anomalie sur la ligne référencée 1FK007CR qui est relative à la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 100 et de pression de service 51 bar alimentant la TAG1 depuis</p>



le poste de détente appartenant à NOVACARB.

Aussi, la protection cathodique de cette tuyauterie a été déconnectée afin de ne pas pénaliser celles des autres tuyauteries. Le prestataire recommande la réalisation d'une expertise sur cette ligne afin de retrouver une situation conforme sous 6 à 12 mois.

De même, celui-ci recommande l'installation de trois modules de télésurveillance sur le poste transformateur redresseur ainsi que sur les deux raccords isolants.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre un plan d'action visant à prendre en compte l'ensemble des recommandations du prestataire. Ce plan d'action devra permettre une protection efficace de la tuyauterie de gaz naturel susmentionnée pour juin 2025 au plus tard. De même, l'installation de la télésurveillance demandée devra être mise en place au plus tard pour décembre 2025.

L'exploitant devra indiquer en outre sous un mois les mesures prises pour garantir l'intégrité de la tuyauterie jusqu'à l'obtention d'une protection cathodique efficace.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 mois